IR. L. 6269/2.

Cen
Urbain
4 VII 1958
Ontvangen aan de R. Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 23 mai 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 3 septembre 1957, réglant l'application des lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957", a donné le 18 juin 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e mei 1958 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het koninklijk besluit dd. 3 september 1957 tot regeling van de toepassing van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 2 september 1957", heeft de 18e juni 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à modifier certaines dispositions de l'arrêté d'exécution des lois coordonnées sur la milice relatives aux demandes prévues à la section I du chapitre V des dites lois, aux juridictions de milice et à la remise du contingent au centre de recrutement et de sélection.

Au sujet des demandes, le projet complète l'article 16 de l'arrêté, relatif aux délais extraordinaires, en ajoutant aux trois catégories de bénéficiaires prévues par la loi elle-même, deux nouveaux groupes de miliciens particulièrement dignes d'intérêt.

\+

\+ \+

L'article 1er, § 1er, 4°, du projet permet aux engagés maritimes "pour le service de la machine" et aux "mineurs du fond" qui ont atteint l'âge de 18 ans après le 31 janvier ou dans le courant de ce mois, d'introduire leur première demande de sursis auprès du gouverneur dans le mois de leur 18ème anniversaire. Dans le premier cas, le délai des demandes ordinaires est expiré; dans le second, il ne l'est pas, mais le projet le proroge.

Le texte des deux premiers alinéas ne fait pas clairement ressortir que, dans le second cas, toute demande introduite avant le 1er février doit être formée comme il est prescrit à l'article 14 de l'arrêté, c'est-à-dire auprès de l'administration communale.

.../...

L'alinéa 3, qui permet aux intéressés de prier le gouverneur de retarder leur remise au centre de recrutement dès avant l'introduction de leur demande de sursis, devrait constituer un article distinct qui prendrait place immédiatement après l'article 17 de l'arrêté, permettant au gouverneur de retarder la remise des miliciens après la réception de leur demande.

\+

\+ \+

L'article 1er, § 1er, 5°, permet pareillement aux miliciens qui n'ont reçu qu'après le 15 janvier notification d'une décision les rattachant à la levée de l'année suivante, d'introduire une nouvelle demande dans le mois de cette réception. Ici encore, si la notification est reçue après le 31 janvier, le délai ordinaire des demandes est expiré; si elle est reçue avant cette date, il ne l'est pas, mais le projet le proroge.

Les deux alinéas de cette disposition appellent aussi l'observation faite plus haut au sujet des demandes qui seraient encore introduites avant le 1er février.

Cette disposition n'est pas entièrement nouvelle, car elle remplacera l'article 22 de l'arrêté (abrogé par l'article 2 du projet), qui permettait au milicien, dans la même hypothèse, de demander à être "transféré à la première levée postérieure utile".

.../...

Le nouveau texte est plus général, puisqu'il permet de demander non seulement un nouveau sursis ou un nouvel ajournement, mais même la dispense ou la désignation pour le contingent spécial; il est aussi plus conforme à la loi puisque le texte actuel permet le transfert d'une levée à une autre pour une raison qui n'est pas prévue à l'article 8 des lois coordonnées, relatif à la formation du contingent de la levée annuelle, et sans l'intervention des juridictions de milice imposée par ces mêmes lois.

\+

\+ \+

Le début de l'article 1er, § 1er, du projet tend à présenter la partie ancienne de l'article 16 de l'arrêté de la même manière que la partie qu'il y ajoute. Il serait souhaitable d'aller plus loin dans cette voie, en reproduisant intégralement l'article 16, avec une terminologie uniforme et des formules simplifiées.

\+

\+ \+

Afin d'alléger la tâche des conseils de milice, l'article 1er, § 2, du projet leur permet de notifier par l'intermédiaire des administrations communales, qui en retirent récépissé, les décisions accueillant les demandes, à l'exception de celles qui se basent sur l'article 20, § 3, de la loi (décisions relevant les intéressés de la forclusion). Il y a toutefois à cette règle deux exceptions : la notification par lettre recommandée est obligatoire :

1° lorsque le récépissé n'est pas parvenu au conseil de milice avant le 16 novembre;

2° lorsque la notification doit se faire à une date si rapprochée du 16 novembre que le récépissé ne pourrait parvenir au conseil de milice avant cette dernière date.

Cette dernière exception laisse au conseil de milice le soin d'apprécier si la notification peut encore être faite en temps opportun par l'entremise des administrations communales. Il serait préférable d'indiquer dans le texte une date précise à partir de laquelle le recours à l'envoi recommandé à la poste serait imposé. L'article est remanié dans ce sens.

L'article 1er, § 2, du projet prévoit pour l'article 21, § 2, de l'arrêté royal du 3 septembre 1957 un texte nouveau qui, au sujet de la notification par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, omet, avec raison, la réserve : "sauf impossibilité éventuelle pour les plis à destination de l'étranger". Une telle réserve est superflue, l'administration ne pouvant être tenue d'accomplir une formalité lorsque le moyen n'en existe pas.

Eu égard aux modifications apportées au deuxième alinéa du § 2 de l'article 21, il serait préférable de remanier entièrement ce paragraphe et d'y substituer le texte proposé ci-après.

\+

\+ \+

.../...

Au sujet de la remise du contingent au centre de recrutement et de sélection, l'article 1er, § 3, du projet se borne à porter de deux à cinq le nombre des jours de chaque mois impair pendant lesquels peuvent être remis au centre les miliciens résidant au Congo belge, au Ruanda-Urundi ou à l'étranger, qui ont demandé à faire leur terme de service actif tout de suite après leur séjour au centre.

On remarquera que l'article 29 de l'arrêté n'exclut pas, comme l'article 62, alinéa 2, des lois coordonnées, du droit au service immédiat, les miliciens résidant aux Iles britanniques ou dans un pays limitrophe de la Belgique. Le Gouvernement a la faculté d'être plus généreux que la loi puisque celle-ci a laissé au Roi, sans restriction, le soin de régler la remise du contingent au centre de recrutement, et à l'administration le soin d'appeler les miliciens au moment qui leur paraît le plus opportun (article 62, alinéa 1er), sous la seule réserve précisément de l'article 62, alinéa 2.

La rédaction de l'article 29 de l'arrêté pourrait être améliorée à l'occasion de la légère modification que le projet y apporte. Le texte actuel dispose que : "Les miliciens du contingent normal résidant effectivement et habituellement au Congo belge, au Ruanda-Urundi ou à l'étranger, sont, à leur demande, remis au centre de recrutement et de sélection les deux derniers jours ouvrables des mois de septembre et novembre et des mois de janvier, mars, mai et juillet, à l'effet d'effectuer immédiatement leur service actif". La portée véritable de l'article, au dire des fonctionnaires compétents, est de ne permettre la convocation au centre de recrutement et de sélection des miliciens résidant à l'étranger, que

.../...

pendant les derniers jours des mois impairs et à condition que ces miliciens aient demandé à être appelés au service actif dès leur sortie du centre. Seul, cet appel immédiat est un droit, accordé aux uns par la loi et étendu aux autres par le Roi.

\+

\+ +

L'article 1er, § 4, du projet modifie la seconde partie de l'article 30 de l'arrêté et dispose que lorsqu'un milicien a renoncé à la désignation pour le contingent spécial et est reversé au contingent normal, les opérations déjà faites et les décisions déjà prises à son égard restent valables "si la remise à l'autorité militaire a été effectuée avant la réception, par le commandant du centre de recrutement et de sélection, de l'avis du gouverneur annonçant cette renonciation". Le texte actuel dit tout simplement : "avant cette renonciation".

En fait, l'article 30 a toujours été interprété dans le sens du projet : toute renonciation postérieure à la remise serait, en effet, illégale, puisque "le milicien peut renoncer, tant qu'il n'a pas été remis à l'autorité militaire, à sa désignation pour le contingent spécial" (article 54, § 1er, des lois coordonnées). Ainsi la nouvelle rédaction est plus conforme à la fois à la pratique et à la légalité.

\+

\+ +

.../...

Quant à la présentation générale du projet, le préambule devrait viser toutes les dispositions des lois coordonnées sur la milice qui servent de fondement à ses propres dispositions, ou n'en viser aucune spécialement.

De même, en visant l'arrêté royal que le projet modifie, le préambule devrait viser spécialement tous les articles qui sont touchés par le projet, à l'exception de celui que le projet abroge.

\+

\+ +

Toutes les suggestions faites ci-dessus et quelques autres améliorations de pure forme qui n'exigent pas de commentaire, ont été réalisées dans le nouveau texte proposé ci-après :

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 septembre 1957 réglant l'application des lois sur la milice.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957;

Vu l'arrêté royal du 3 septembre 1957 réglant l'application des lois précitées, notamment les articles 16, 21, § 2, 29 et 30;

.../...

Considérant que les lois des 5 juin 1928 et 15 juillet 1957 interdisent respectivement de contracter, avant l'âge de 18 ans accomplis, un engagement maritime pour le service de la machine et tout engagement pour le travail dans le fond de la mine;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 16 de l'arrêté royal du 3 septembre 1957 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 16. Doivent être adressées par lettre recommandée à la poste au gouverneur de la province dont relève le domicile de milice :

1° avant la date à laquelle l'intéressé doit rejoindre son unité, la demande de sursis, de dispense pour cause morale ou de désignation pour le contingent spécial, introduite après le mois de janvier de l'année déterminée à l'article 14 du présent arrêté et basée sur l'article 20, § 3, des lois coordonnées ;

2° avant la même date, la demande de désignation pour le contingent spécial basée sur l'article 13, § 2, des lois coordonnées et émanant d'un inscrit qui a au moins cinq frères ou soeurs en vie ou dont trois frères ont accompli leur service actif mais qui, au mois de janvier de l'année déterminée à l'article 14, ne se trouvait pas encore dans cette situation;

.../...

3° avant que l'intéressé ait achevé son terme de service actif ou qu'il ait été désigné pour le contingent spécial, selon le cas, la demande de sursis extraordinaire basée sur l'article 11, § 1er, des lois coordonnées et émanant de l'inscrit qui, par suite du décès d'un membre de sa famille, survenu après le mois de janvier de l'année déterminée à l'article 14, est devenu indispensable soutien de famille ou veuf avec un ou plusieurs enfants;

4° dans le mois de la date à laquelle l'intéressé atteint l'âge de 18 ans, la première demande de sursis émanant du milicien qui a contracté un engagement maritime pour le service de la machine ou qui fait partie du personnel du fond de la mine et qui n'avait pas atteint l'âge de 18 ans avant la fin du mois de janvier de l'année déterminée à l'article 14 ou qui, l'ayant atteint dans le courant de ce mois, n'a pas introduit la demande prévue à cet article;

5° la demande de sursis, de dispense pour cause morale, de désignation pour le contingent spécial, d'exemption ou d'ajournement pour cause physique, émanant du milicien qui a reçu après le 15 janvier notification d'une décision le rattachant à la levée de l'année suivante, et qui n'a pas introduit sa demande dans les formes et délai prévus à l'article 14.

Les demandes visées au 5° ne peuvent être introduites qu'à partir du 1er février; elles doivent l'être dans le mois de la notification précitée".

.../...

Article 2.-

Il est inséré, dans le même arrêté, un article 17bis rédigé comme suit :

"Article 17bis. Le milicien visé à l'article 16, 4°, peut, dès avant l'introduction de sa demande de sursis, demander au gouverneur de la province de retarder la remise à l'autorité militaire jusqu'au moment où il aura été statué sur le sursis".

Article 3.-

L'article 21, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Une expédition de toute décision est notifiée au gouverneur de la province, à l'intéressé et, éventuellement, à la personne qui a introduit la demande par application de l'article 21 des lois coordonnées.

Sont notifiées sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception :

1° toutes les décisions du Conseil supérieur de milice;

2° toutes les décisions des conseils de revision;

3° les décisions des conseils de milice :

a) contenant rejet de tout ou partie de la demande;

b) ou basées sur l'article 20, § 3, des lois coordonnées.

.../...

Les autres décisions des conseils de milice peuvent être notifiées par l'entremise de l'administration communale, qui en retire récépissé. Toutefois, elles doivent être notifiées par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception :

1° si la notification est faite après le ...novembre;

2° si le conseil n'a pas reçu avant le 16 novembre le récépissé d'une première notification faite à l'entremise de l'administration communale.

Le destinataire, qui refuse de recevoir l'expédition présentée par la poste ou par l'administration communale, est censé avoir reçu notification de la décision à la date du refus".

Article 4.-

L'article 22 du même arrêté est abrogé.

Article 5.-

L'article 29 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 29. Le milicien du contingent normal résidant effectivement et habituellement au Congo belge, au Ruanda-Urundi ou à l'étranger, qui a demandé à faire son service actif à la sortie du centre de recrutement et de sélection, est remis au centre un des cinq derniers jours ouvrables des mois de septembre, novembre, janvier, mars, mai ou juillet".

.../...

Article 6.-

L'article 30 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 30. Les opérations de la remise à l'autorité militaire, les décisions du médecin, chef du service de santé du centre de recrutement et de sélection et, éventuellement, les décisions des conseils de revision restent valables et s'appliquent à l'intéressé en sa qualité de milicien du nouveau contingent auquel il est rattaché :

1° lorsque, par suite d'une décision d'une juridiction de milice, un militaire du contingent normal est transféré au contingent spécial et que la remise à l'autorité militaire a été effectuée avant l'intervention de cette décision;

2° lorsque, par suite de sa renonciation au bénéfice de la désignation pour le contingent spécial, un milicien est reversé au contingent normal et que sa remise à l'autorité militaire a été effectuée avant la réception, par le commandant du centre de recrutement et de sélection, de l'avis du gouverneur annonçant cette renonciation".

Disposition transitoire.

Article 7.-

Les miliciens ayant contracté un engagement maritime pour le service de la machine ou faisant partie du personnel du fond de la mine, qui ont atteint l'âge de 18 ans après le 31 janvier 1958 mais avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, peuvent adresser une première demande de sursis par lettre recommandée à la poste au gouverneur de la province dont relève leur domicile de milice, dans le mois de ladite entrée en vigueur. Ils peuvent, dès avant l'introduction de cette demande

.../...

de sursis, demander au gouverneur de la province de retarder la remise à l'autorité militaire jusqu'au moment où il aura été statué sur le sursis.

Article 8.-

Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

Le Ministre de la Défense nationale,

Het ontwerp strekt tot wijziging van sommige bepalingen, die in het besluit tot uitvoering van de gecoördineerde dienstplichtwetten betrekking hebben op de aanvragen bedoeld in de eerste afdeling van hoofdstuk V van die wetten, op de militierechtscolleges en op de overgifte van het contingent aan het recruterings- en selectiecentrum.

Ter zake van de aanvragen vult het ontwerp artikel 16 van het besluit betreffende de buitengewone termijnen aan, door aan de drie in de wet zelf genoemde categorieën van gerechtigden twee nieuwe groepen van dienstplichtigen toe te voegen die bijzondere belangstelling verdienen.

\+

\+ \+

Krachtens artikel 1, § 1, 4°, van het ontwerp kunnen de dienstplichtigen die een scheepsdienstverbintenis "voor de dienst der machine" hebben aangegaan en zij die "van het ondergronds mijnpersoneel deel uitmaken", en na 31 januari of in de loop van die maand de leeftijd van 18 jaar hebben bereikt, hun eerste aanvraag om uitstel bij de gouverneur indienen binnen één maand na hun 18e verjaardag.

In het eerste geval is de termijn voor de gewone aanvragen verstreken ; in het tweede geval is hij het niet, maar wordt hij door het ontwerp verlengd.

.../...

Uit de tekst van de eerste twee alinea's blijkt niet duidelijk, dat in het tweede geval iedere vóór 1 februari gedane aanvraag overeenkomstig artikel 14 van het besluit bij het gemeentebestuur moet worden ingediend.

Het derde lid, krachtens hetwelk de betrokkenen reeds vóór de indiening van hun aanvraag om uitstel de gouverneur kunnen verzoeken hun overgifte aan het recruteringscentrum te verdagen, zou een afzonderlijk artikel moeten vormen, te plaatsen onmiddellijk na artikel 17 van het besluit, dat de gouverneur machtigt de overgifte van de dienstplichtigen uit te stellen nadat hij hun aanvraag heeft ontvangen.

\+

\+ \+

Krachtens artikel 1, § 1, 5°, kunnen ook dienstplichtigen die eerst na 15 januari kennis hebben gekregen van een beslissing die hen bij de lichting van het volgende jaar indeelt, een nieuwe aanvraag indienen binnen één maand na de ontvangst van de kennisgeving. Ook in dit geval is de gewone termijn voor het indienen der aanvragen verstreken indien de betrokkene van de beslissing kennis krijgt na 31 januari ;krijgt hij er vóór die datum kennis van, dan is de termijn niet verstreken maar wordt hij door het ontwerp verlengd.

Ook voor de twee alinea's van deze bepaling geldt de hiervoren gemaakte opmerking betreffende de aanvragen die nog worden ingediend vóór 1 februari.

.../...

Deze bepaling is niet geheel nieuw ; zij vervangt immers artikel 22 van het besluit (opgeheven bij artikel 2 van het ontwerp), krachtens hetwelk de dienstplichtige, in hetzelfde geval, op zijn verzoek "naar de eerstvolgende dienstige lichting" kon worden overgebracht. De nieuwe tekst is algemener, aangezien op grond daarvan niet alleen nieuw uitstel of nieuwe voorlopige afkeuring, maar zelfs vrijlating of aanwijzing voor het speciaal contingent kan worden gevraagd ; hij is ook meer in overeenstemming met de wet, aangezien de dienstplichtige krachtens de huidige tekst van de ene lichting naar de andere kan worden overgebracht om een reden die niet vermeld is in artikel 8 van de gecoördineerde wetten, betreffende de samenstelling van het door de jaarlichting geleverde contingent, en zonder de door die wetten voorgeschreven tussenkomst van de militie-rechtscolleges.

\+

\+ \+

Het begin van artikel 1, § 1, van het ontwerp wil het vroegere gedeelte van artikel 16 op dezelfde wijze inkleden als het nieuwe gedeelte. Het verdient aanbeveling de ganse tekst aan te passen en artikel 16 te herhalen met een eenvormige terminologie en in eenvoudiger bewoordingen.

\+

\+ \+

.../...

Ten einde de taak van de militieraden te verlichten, machtigt artikel 1, § 2, van het ontwerp hen van de beslissingen waarbij aanvragen worden ingewilligd, met uitzondering van die welke steunen op artikel 20, § 3, van de wet (beslissingen die de betrokkenen van het verval ontheffen), door bemiddeling van de gemeentebesturen, tegen ontvangbewijs, kennis te geven. Op die regel zijn echter twee uitzonderingen: de kennisgeving moet ter post worden aangetekend:

1° wanneer het ontvangbewijs op de militieraad niet is ingekomen vóór 16 november ;

2° wanneer de kennisgeving moet worden gedaan op een datum zo dicht bij 16 november dat het ontvangbewijs niet meer vóór die datum bij de militieraad kan toekomen.

Ingevolge deze laatste uitzondering dient de militieraad te oordelen of de kennisgeving nog tijdig kan geschieden door bemiddeling van de gemeentebesturen. Het verdient aanbeveling in de tekst te vermelden van welke datum af de kennisgeving bij ter post aangetekende brief moet worden gedaan. Het artikel is in die zin omgewerkt.

Artikel 1, § 2, van het ontwerp bevat voor artikel 21, § 2, van het koninklijk besluit van 3 september 1957 een nieuwe tekst die, ter zake van de kennisgeving bij ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst, terecht het voorbehoud laat vervallen dat in de huidige tekst luidt : "behoudens eventuele onmogelijkheid voor de stukken voor het buitenland". Dit voorbehoud is overbodig, want de administratie kan niet worden verplicht tot het vervullen van een formaliteit wanneer het middel daartoe ontbreekt.

.../...

Gelet op de wijzigingen in het tweede lid van § 2 van artikel 21, verdient het aanbeveling de ganse paragraaf om te werken en door de hierna voorgestelde tekst te vervangen.

\+

\+ +

Met betrekking tot de overgifte van het contingent aan het recruterings- en selectiecentrum, bepaalt artikel 1, § 3, van het ontwerp alleen dat de in Belgisch-Congo, in Ruanda-Urundi of in het buitenland verblijvende dienstplichtigen die gevraagd hebben om hun werkelijke diensttermijn onmiddellijk na hun verblijf in het centrum te vervullen, de laatste vijf, in plaats van de laatste twee werkdagen van elke oneven maand aan het centrum kunnen worden overgegeven.

Er moge worden opgemerkt dat artikel 29 van het besluit, in tegenstelling met artikel 62, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, aan de dienstplichtigen die in de Britse Eilanden of in een aan België grenzend land verblijven, niet het recht ontzegt om onmiddellijk hun diensttermijn te vervullen. De Regering kan milder zijn dan de wet, die immers aan de Koning onbeperkte bevoegdheid heeft toegekend voor het regelen van de overgifte van het contingent aan het recruteringscentrum, en de administratie heeft gemachtigd om de dienstplichtigen op te roepen op het meest geschikt geachte tijdstip (artikel 62, eerste lid), met als enig voorbehoud hetgeen in artikel 62, tweede lid, wordt bepaald.

.../...

De lichte wijziging die het ontwerp in artikel 29 van het besluit aanbrengt, biedt de gelegenheid om de redactie van dit artikel te verbeteren. De huidige tekst luidt : "De dienstplichtigen van het normaal contingent die werkelijk en gewoonlijk in Belgisch-Congo, Ruanda-Urundi of in het buitenland verblijf houden, worden op hun verzoek overgegeven aan het recruterings- en selectiecentrum de laatste twee werkdagen van de maanden september en november en van de maanden januari, maart, mei en juli, om onmiddellijk hun werkelijke diensttermijn te vervullen". Volgens de bevoegde ambtenaren is het eigenlijke doel van het artikel, dat de in het buitenland verblijvende dienstplichtigen alleen gedurende de laatste dagen van de oneven maanden naar het recruterings- en selectiecentrum zouden worden opgeroepen, en op voorwaarde dat zij hebben gevraagd om na het verlaten van het centrum onmiddellijk hun werkelijke diensttermijn te vervullen. Alleen die onmiddellijke oproeping is een recht, dat de wet aan de enen toekent en dat de Koning tot anderen uitbreidt.

\+

\+ \+

Artikel 1, § 4, van het ontwerp wijzigt het tweede gedeelte van artikel 30 van het besluit, en bepaalt dat, wanneer een dienstplichtige afstand heeft gedaan van zijn aanwijzing voor het speciaal contingent en opnieuw in het normaal contingent is opgenomen, de reeds gedane verrichtingen en de reeds genomen beslissingen geldig blijven zo "de overgifte aan de militaire overheid geschied is vóór de ontvangst door de commandant van het recruterings- en selectiecentrum van het bericht van

.../...

de gouverneur houdende mededeling van die afstand". De huidige tekst zegt alleen : "vóór ... die verzaking".

In feite is artikel 30 steeds uitgelegd in de zin van het ontwerp : iedere afstand na de overgifte zou immers onwettig zijn, aangezien "de dienstplichtige, zolang hij niet aan de militaire overheid is overgegeven, van zijn aanwijzing voor het speciaal contingent afstand kan doen" (artikel 54, § 1, van de gecoördineerde wetten). Zo is de nieuwe tekst beter in overeenstemming én met de praktijk, én met de wettigheid.

\+

\+ +

Wat de algemene inkleding van het ontwerp betreft, moge worden opgemerkt, dat in de aanhef dient te worden verwezen ofwel naar alle bepalingen van de gecoördineerde dienstplichtwetten die rechtsgrond zijn voor het ontwerp, ofwel naar geen enkele in het bijzonder.

Evenzo dient in de aanhef, bij de verwijzing naar het door het ontwerp gewijzigde koninklijk besluit, in het bijzonder melding te worden gemaakt van alle artikelen waarop het ontwerp betrekking heeft, met uitzondering van het opgeheven artikel.

\+

\+ +

.../...

Met de hiervoren gemaakte opmerkingen is rekening gehouden in de hierna voorgestelde tekst. Ook werden enkele verbeteringen aangebracht die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven:

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 september 1957 tot regeling van de toepassing van de dienstplichtwetten.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de op 2 september 1957 gecoördineerde dienstplichtwetten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 september 1957 tot regeling van de toepassing van voormelde wetten, inzonderheid op de artikelen 16, 21, § 2, 29 en 30 ;

Overwegende dat de wetten van 5 juni 1928 en 15 juli 1957 onderscheidenlijk verbieden véér de leeftijd van volle 18 jaar een scheepsdienstverbintenis voor de dienst der machine of enige verbintenis voor ondergrondse mijnarbeid aan te gaan ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 16 van het koninklijk besluit van 3 september 1957 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 16.- Bij een ter post aangetekende brief moet bij de gouverneur der provincie waaronder de militiewoonplaats ressorteert, worden ingediend :

1° vóór de datum waarop de betrokkene zich bij zijn eenheid moet vervoegen, de aanvraag om uitstel, om vrijlating op morele grond of om aanwijzing voor het speciaal contingent, ingediend na de maand januari van het in artikel 14 van dit besluit bepaalde jaar en gegrond op artikel 20, § 3, van de gecoördineerde wetten ;

2° vóór dezelfde datum, de aanvraag om aanwijzing voor het speciaal contingent gegrond op artikel 13, § 2, van de gecoördineerde wetten, ingediend door een ingeschrevene die ten minste vijf broeders of zusters in leven heeft of waarvan drie broeders hun werkelijke diensttijd hebben volbracht, maar die zich in de maand januari van het in artikel 14 bepaalde jaar nog niet op die toestand kon beroepen;

3° voordat de betrokkene zijn werkelijke diensttijd heeft volbracht of voor het speciaal contingent is aangewezen, naar gelang van het geval, de aanvraag om buitengewoon uitstel gegrond op artikel 11, § 1, van de gecoördineerde wetten en ingediend door een ingeschrevene die, ingevolge het overlijden van een gezinslid na de maand januari van het in artikel 14 bepaalde jaar, kostwinner of weduwnaar met een of meer kinderen is geworden ;

.../...

4° binnen één maand volgend op de datum waarop de betrokkene de leeftijd van 18 jaar bereikt, de eerste aanvraag om uitstel, uitgaande van de dienstplichtige, die een scheepsdienstverbintenis voor de dienst der machine heeft aangegaan of die van het ondergronds mijnpersoneel deel uitmaakt en de leeftijd van 18 jaar niet had bereikt vóór het einde van de maand januari van het in artikel 14 bepaalde jaar, of die leeftijd in de loop van die maand heeft bereikt maar de in dit artikel bedoelde aanvraag niet heeft ingediend ;

5° de aanvraag om uitstel, om vrijlating op morele grond, om aanwijzing voor het speciaal contingent, om vrijstelling of voorlopige afkeuring op lichamelijke grond, uitgaande van de dienstplichtige die na de 15e januari kennis heeft gekregen van een beslissing waarbij hij bij de lichting van het volgend jaar wordt ingedeeld, en die geen aanvraag heeft ingediend in de vorm en binnen de termijn bepaald in artikel 14.

De onder 5° bedoelde aanvragen mogen eerst met ingang van 1 februari, maar moeten binnen één maand volgend op voormelde kennisgeving worden ingediend.".

Artikel 2.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 17bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 17bis.- De in artikel 16, 4°, bedoelde dienstplichtige kan reeds vóór hij zijn aanvraag om uitstel indient, de provinciegouverneur verzoeken de overgifte aan de militaire overheid te verdagen tot over het uitstel is beslist".

.../...

Artikel 3.-

Artikel 21, § 2, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. Van iedere beslissing wordt een uitgifte afgegeven aan de provinciegouverneur, aan de betrokkene en, eventueel, aan degene die bij toepassing van artikel 21 van de gecoördineerde wetten de aanvraag heeft ingediend.

Bij een ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst wordt kennis gegeven :

1° van alle beslissingen van de Hoge Militieraad ;

2° van alle beslissingen van de herkeuringsraden ;

3° van alle beslissingen van de militieraden :

a) houdende gehele of gedeeltelijke afwijzing van de aanvraag ;

b) of gegrond op artikel 20, § 3, van de gecoördineerde dienstplichtwetten.

Van de overige beslissingen van de militieraden mag worden kennis gegeven door bemiddeling van het gemeentebestuur, tegen ontvangbewijs.

.../...

Kennisgeving bij een ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst is echter vereist :

1° indien de kennisgeving plaats heeft na ...november;
2° indien de raad niet vóór 16 november in het bezit is van het ontvangbewijs van een eerste, door bemiddeling van het gemeentebestuur gedane kennisgeving.

De geadresseerde die weigert de door de post of het gemeentebestuur aangeboden uitgifte in ontvangst te nemen, wordt geacht van de beslissing kennis te hebben gekregen op de datum van de weigering ".

Artikel 4.-

Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 5.-

Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 29.- De dienstplichtige van het normaal contingent, die werkelijk en gewoonlijk in Belgisch-Congo, in Ruanda-Urundi of in het buitenland verblijf houdt, en verzoekt om zijn werkelijke diensttermijn te volbrengen bij het verlaten van het recruterings- en selectiecentrum, wordt aan het centrum overgegeven op een van de laatste vijf werkdagen van de maanden september, november, januari, maart, mei of juli".

.../...

Artikel 6.-

Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 30.- "De verrichtingen betreffende de overgifte aan de militaire overheid, de beslissingen van de geneesheer - hoofd van de gezondheidsdienst van het recruterings- en selectiecentrum en, eventueel, de beslissingen van de herkeuringsraden blijven geldig en van toepassing op de betrokkene in zijn hoedanigheid van dienstplichtige van het nieuwe contingent waarbij hij wordt ingedeeld:

a) wanneer, ingevolge een beslissing van een militierechtscollege, een militair van het normaal contingent naar het speciaal contingent wordt overgeheveld en de overgifte aan de militaire overheid vóór die beslissing heeft plaats gehad ;

b) wanneer een dienstplichtige, omdat hij afstand heeft gedaa van de aanwijzing voor het speciaal contingent, opnieuw in het normaal contingent wordt opgenomen, en zijn overgifte aan de militaire overheid heeft plaats gehad alvorens de commandant van het recruterings- en selectiecentrum het bericht van de gouverneur houdende mededeling van die afstand heeft ontvangen " .

.../...

Overgangsbepaling

Artikel 7.-

Dienstplichtigen die een scheepsdienstverbintenis voor de dienst der machine hebben aangegaan of die van het ondergronds mijnpersoneel deel uitmaken, en na 31 januari 1958 maar vóór de inwerkingtreding van dit besluit, de leeftijd van 18 jaar hebben bereikt, kunnen,bij een ter post aangetekende brief, bij de gouverneur van de provincie waaronder hun militiewoonplaats ressorteert een eerste aanvraag om uitstel indienen binnen één maand na bedoelde inwerkingtreding. Reeds vóór de indiening van die aanvraag om uitstel kunnen zij de provinciegouverneur verzoeken de overgifte aan de militaire overheid te verdagen tot over het uitstel is beslist.

Artikel 8.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Landsverdediging zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

De Minister van Landsverdediging,

.../...

La chambre était composée de

Messieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	L. MOUREAU,	conseillers d'Etat,	
	G. HOLOYE,	raadsheren van State,	
	A. BERNARD,	assesseurs de la section de législation,	
	Ch. VAN REEPINGHEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame :	J. DE KOSTER,	greffier adjoint,	greffier
Mevrouw :		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. G.BOLAND, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.BOLAND, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s). J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.